



Région
Centre-Val de Loire

Conseil régional du Centre-Val de Loire
9, rue Saint Pierre-Lentin
CS 94117
45041 Orléans Cedex 1
Tél : 02 38 70 30 30 – Fax : 02 38 70 31 18
www.regioncentre-valdeloire.fr

Délibération de l'Assemblée Plénière

DAP N° 18.06.03

ADOpte A LA MAJORITE

POUR : Socialistes, Radicaux et Démocrates (hormis Fabien Verdier),
Ecologiste, Union de la Droite et du Centre, Pierre Commandeur
CONTRE : Rassemblement National, Alexandre Cuignache
ABSTENTION : Fabien Verdier

OBJET : Arrêt du projet de Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET)

Le Conseil régional, réuni en Assemblée plénière le **20 décembre 2018**, après avoir pris connaissance du rapport du Président du Conseil régional ;

Vu Le Code Général de Collectivités Territoriales, et notamment ses articles L. 4251-1 et suivants,

Vu le code de l'environnement, le code de l'urbanisme, le code des transports, le code de l'énergie,

Vu la loi n°2014-58 du 27 janvier 2014 de Modernisation de l'Action Publique Territoriale et d'Affirmation des Métropoles (MAPTAM),

Vu la loi n°2015-991 du 7 août 2015 portant Nouvelle Organisation Territoriale de la République (NOTRe),

Vu l'article 60 de la loi n°2017-86 du 27 janvier 2017 relative à l'égalité et à la citoyenneté,

Vu le décret n°2016-1071 du 3 août 2016 relatif au Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires,

Vu l'ordonnance n°2016-1028 du 27 juillet 2016 relative aux mesures de coordination rendues nécessaires pour l'intégration dans le Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires des schémas régionaux sectoriels mentionnés à l'article 13 de la loi n°2015-991 du 7 août 2015 (NOTRe),

Vu la délibération DAP n°11.06.03 du 15 décembre 2011 adoptant le Schéma Régional d'Aménagement et de Développement Durable du Territoire,

Vu la délibération DAP n°14.05.05 des 18 et 19 décembre 2014 adoptant le Schéma Régional de Cohérence Ecologique,

Vu la délibération DAP n°12.03.07 du 21 juin 2012 adoptant le Schéma Régional Climat Air Energie,

Vu la délibération CPR n°16.08.28.42 du 21 octobre 2016 approuvant le lancement de la démarche d'élaboration du Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets,

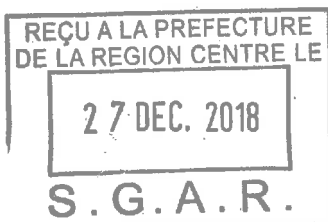
Vu la délibération CPR n°18.10.28.59 du 16 novembre 2018 approuvant le projet de Plan Régional de Prévention et de Gestion des Déchets et son rapport environnemental,

Vu le débat sur les modalités d'élaboration et d'association au SRADDET en Conférence Territoriale de l'Action Publique du 6 février 2017,

Vu les délibérations DAP n°17.01.01 des 2 et 3 mars 2017 relative aux modalités d'élaboration et au lancement du Schéma Régional d'Aménagement, de Développement Durable et d'Egalité des Territoires (SRADDET) et DAP n°18.04.10 des 28 et 29 juin 2018 relative à la modification du calendrier d'élaboration du SRADDET,

DECIDE

- d'approuver et d'arrêter le projet de Schéma régional d'aménagement, de développement durable et d'égalité des territoires (SRADDET) ;
- de transmettre le projet de schéma pour avis aux personnes mentionnées à l'article L.4251-6 du CGCT, soit :
 - Les métropoles mentionnées au titre I^{er} du livre II de la cinquième partie ;
 - Les établissements publics mentionnés à l'article L. 143-16 du code de l'urbanisme ;
 - Les collectivités territoriales à statut particulier situées sur le territoire de la région ;
 - Les établissements publics de coopération intercommunale à fiscalité propre compétents en matière de plan local d'urbanisme mentionnés au premier alinéa de l'article L. 153-8 du code de l'urbanisme ;
 - A l'autorité environnementale ;
 - A la conférence territoriale de l'action publique ;
 - Au Conseil Economique Social et Environnemental Régional.



N° 0816

Le Président du Conseil régional,

François BONNEAU
François BONNEAU

SIGNE ET AFFICHE LE : 27 décembre 2018

N.B : Le Président susnommé certifie le caractère exécutoire de cette décision qui peut faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif d'Orléans, 28 rue de la Bretonnerie, 45057 Orléans CEDEX 1, dans un délai de deux mois à compter de sa publication et/ou notification. Le tribunal administratif peut également être saisi par l'application informatique " Télérecours citoyens" accessible par le site Internet <http://www.telerecours.fr> dans ce même délai.